

## Appel de l'UE au dialogue de tous : Bujumbura évoquer une "ligne rouge"

@rib News, 10/05/2017 Source Xinhua Burundi : l'UE appelle "toutes les parties prenantes au conflit" à se retrouver autour d'une même table L'ambassadeur de l'Union Européenne (UE) au Burundi, Wolfram Vetter, a appelé "toutes les parties prenantes au conflit burundais" à dépasser la crise de confiance et à faire en sorte que "toutes" se retrouvent autour d'une même table. [Photo : Wolfram Vetter avec le président du Burundi, Pierre Nkurunziza.]

L'ambassadeur Vetter intervenait dans la soirée du 9 mai dans les jardins de sa résidence sise au quartier résidentiel de Kiriri en zone urbaine de Rohero (est de Bujumbura), en présence des officiels burundais dont des ministres, faisant partie des hôtes de marque invités à une réception offerte dans le cadre de la célébration de la "Journée de l'Europe" marquant le 60<sup>ème</sup> anniversaire de la signature du Traité de Rome créateur de la Communauté Economique Européenne (CEE). "La situation au Burundi ne s'est pas encore normalisée depuis les événements de 2015. Car, la sécurité qui est revenue, reste superficielle et fragile. Les violations des droits de l'homme, les cas de tortures, les disparitions continuent à être rapportés, l'espace politique et l'espace pour les médias et la société civile sont fortement réduits", a déclaré l'ambassadeur européen. Toutefois, le 12 avril dernier dans un café de presse, le conseiller principal chargé du Bureau PIC (Presse, Information et Communication) à la résidence burundaise, l'ambassadeur Willy Nyamitwe a émis toute idée selon laquelle le Burundi serait encore "en crise", en précisant que la paix et la sécurité régneraient actuellement sur l'ensemble du territoire burundais. M. Nyamitwe a saisi l'occasion pour évoquer ce qu'il a qualifié de "ligne rouge" en ce qui concerne la participation du gouvernement du président Pierre Nkurunziza au volet externe du processus du dialogue politique interburundais d'Arusha dont la facilitation régionale placée sous l'égide de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) est assurée conjointement par l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa (ministre adjoint) et le président ougandais Yoweri Museveni (ministre en chef). "En aucun moment, le gouvernement burundais n'ira pas à la rencontre des gens qui sont poursuivis par la justice.... Ces personnes doivent être arrêtées et défendues devant les instances judiciaires pour répondre de leurs forfaits", a-t-il martelé. L'ambassadeur Vetter a indiqué également que pour l'UE, les efforts de la médiation régionale sous l'égide de la CAE, restent primordiaux pour organiser un "dialogue inclusif inter-burundais". "Il est essentiel que toutes les parties prenantes burundaises, sans exceptions, montrent leur volonté de participer à ce dialogue sans conditions, afin d'aboutir à une feuille de route pour une sortie de crise", a insisté l'ambassadeur européen.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});